

ALGÉRIE : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : [Le contexte économique](#) | [Le contexte politique](#) | [Réponse du pays au COVID-19](#)

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'économie algérienne est principalement tirée par les hydrocarbures et l'investissement public, les premiers représentant 40 % du PIB, 94 % des exportations et un tiers des recettes fiscales. En 2022, le pays a bénéficié de prix de l'énergie élevés et de la demande accrue en provenance de l'Europe suite aux sanctions de l'UE contre la Russie, ce qui a entraîné une croissance du PIB de 3,2 %. La tendance positive s'est poursuivie en 2023, avec une croissance économique atteignant 4,2 %, soutenue par une activité robuste dans les secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de la construction et des services. Pour 2024 et 2025, on prévoit une légère décélération de la croissance du PIB à 3,1 % et 2,5 % respectivement, en raison de la baisse des prix des hydrocarbures (FMI). La consommation privée, représentant 42 % du PIB, devrait contribuer positivement, largement soutenue par les mesures de soutien social introduites par le gouvernement pour les ménages.

Ces dernières années, des déficits fiscaux et extérieurs persistants ont réduit la marge de manœuvre politique alors que la dette publique augmentait significativement et que les réserves internationales diminuaient (FMI). Au cours de 2022 et 2023, les revenus exceptionnels des hydrocarbures n'ont pas réussi à compenser les dépenses supplémentaires visant à soutenir l'économie, ce qui a entraîné un élargissement continu du déficit budgétaire, qui s'élevait à 9 % du PIB l'année dernière. Parmi les dépenses prioritaires, le gouvernement prévoit de financer une augmentation de 47 à 50 % des salaires des fonctionnaires du secteur public de 2023 à 2024, une augmentation des allocations de retraite pour les moins aisés, une expansion des indemnités de chômage et un doublement du budget de la défense, ce qui entraînera des déficits élevés en 2024 (6,8 %) et 2025 (6,3 %) selon le FMI. Le ratio dette/PIB était estimé à 55,1 % en 2023 (contre 55,6 % un an plus tôt) et devrait suivre une tendance à la hausse sur l'horizon de prévision, atteignant 63,9 % d'ici 2025. L'inflation annuelle moyenne est restée élevée à 9 % en 2023, principalement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires frais. Malgré une appréciation du taux de change, qui a contribué à atténuer l'inflation importée, la politique monétaire reste accommodante. En avril, la banque centrale a augmenté les exigences de réserve et intensifié l'absorption de liquidités dans le secteur bancaire, mais les pressions inflationnistes persistent. Le nouveau Plan d'Action Gouvernemental comprend un large éventail de réformes visant à soutenir la transition vers une économie plus diversifiée et durable, ainsi qu'à renforcer la gouvernance et la cohésion sociale, notamment en mettant l'accent sur le secteur minier (fer, phosphate). De plus, le pays cherche des moyens de réduire sa dépendance au gaz pour la production d'électricité en investissant dans l'énergie solaire.

Selon les estimations de la Banque mondiale, le chômage a atteint 11,6 % de la population en 2022 (dernières données disponibles). Le chômage est plus élevé parmi les jeunes, les femmes et les diplômés en raison d'un déséquilibre des compétences sur le marché du travail. L'Algérie a un faible PIB par habitant, estimé à 13 682 USD en 2023 par le FMI (PPA). Il existe également de grandes différences entre les conditions de vie dans les villes et les zones rurales, et l'instabilité causée par les groupes radicaux aux frontières de l'Algérie reste un facteur de risque.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	195,06	224,11	239,21	247,74	255,32
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,2	3,8	3,1	2,5	1,9
PIB par habitant (USD)	4.307	4.875	5.130	5.243	5.336
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	55,6	55,1	58,8	63,9	68,1
Taux d'inflation (%)	n/a	9,0	6,8	6,3	5,9
Taux de chômage (% de la population active)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	19,06	6,53	2,34	-3,74	-7,75
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	9,8	2,9	1,0	-1,5	-3,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

L'agriculture représente 11,6% du PIB de l'Algérie et emploie 10% de la population active (Banque mondiale, dernières données disponibles). Les principales cultures sont le blé, l'orge, l'avoine, les agrumes, les raisins de table, les olives, le tabac et les dattes. L'Algérie produit également une grande quantité de liège et est un important éleveur. À la fin de 2023, le gouvernement a introduit le "Plan stratégique pour le développement de la production céréalière en Algérie 2023-2028", visant à développer les secteurs du blé tendre, du maïs, du sucre et des oléagineux pour réduire la facture annuelle d'importation alimentaire. La production nationale de blé était prévue à 2,5 millions de tonnes en 2023, soit environ 17% de moins d'une année sur l'autre. La production céréalière totale était estimée à 3,6 millions de tonnes, marquant une baisse de 12% par rapport à l'année précédente, qui était déjà impactée par des conditions météorologiques défavorables. Dans l'ensemble, la récolte de 2023 était de plus de 20% en dessous de la moyenne quinquennale alors que le pays faisait face à une troisième saison de sécheresse consécutive (FAO).

Le secteur secondaire représente 45,9% du PIB, employant 31% de la population active. Le secteur pétrolier et gazier représente la majeure partie du revenu fédéral et presque tout son revenu d'exportation (il représente plus de 90% des exportations totales). L'Algérie figure parmi les dix plus grands exportateurs de gaz au monde, elle se classe 16e en termes de réserves pétrolières et 10e en termes de réserves de gaz confirmées. Les minerais extraits en grandes quantités sont le fer, le plomb, le phosphate, l'uranium, le zinc, le sel et le charbon. Les principales activités du secteur manufacturier sont la transformation industrielle des aliments, les produits textiles et chimiques, les métaux et les matériaux de construction. Le secteur manufacturier seul représente 35% du PIB (Banque mondiale). Les chiffres du ministère de l'Industrie montrent que, au cours des deux premiers trimestres de 2023, le secteur industriel public a enregistré un taux de croissance de plus de 5,6% et 1,3% d'une année sur l'autre, respectivement.

Le secteur tertiaire contribue à 38,6% du PIB et emploie 59% de la population active. Le secteur bancaire de l'Algérie est dominé par les banques publiques, qui souffrent de niveaux élevés de prêts non performants aux entreprises publiques. Sur les 20 banques opérant en Algérie, six banques publiques détiennent la plus grande part du marché. Avec plus de 1 600 km de côtes méditerranéennes, d'importants sites culturels et historiques, et les paysages désertiques saisissants du Sahara, l'Algérie a longtemps présenté un potentiel considérable pour le tourisme. Néanmoins, le secteur ne représente toujours qu'une petite partie du PIB.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	10,3	31,0	58,6
Valeur ajoutée (en % du PIB)	11,4	42,3	42,2
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,0	1,7	4,1

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.



Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service [Etudes de marché](#).

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

≡ Définition

Note : 49,7/100

Rang mondial : 162

Rang régional : 13



CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

≡ Définition

Note : 4.47/10

Rang mondial : 76/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par [Credimundi](#).

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères : Ministère de l'Industrie et des Mines
Ministère du Commerce

L'office de statistique : Office National des Statistiques

La banque centrale : La Banque d'Algérie

Les places boursières	Bourse des valeurs de l'Algérie (SGBV)
Les autres ressources utiles	The Economist - Algérie Algérie Eco Chambre du Commerce et de l'Industrie
Les principaux journaux on-line	El Watan Liberté L'Expression Le Jeune Indépendant (en français) La Nouvelle République (en français) El-Moudjahid Al Jazeera - Algérie BBC News - Algérie
Les portails économiques	Portail algérien de l'actualité politique, économique, informatique, sportive et culturelle en Algérie et dans le monde.

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	Président élu : Abdelmadjid Tebboune (depuis le 19 décembre 2019) Premier ministre : Nadir Larbaoui (depuis le 11 novembre 2023)
Les prochaines élections	Présidentielle : 2024 Conseil de la Nation : 2025 Assemblée Populaire Nationale : 12 juin 2026
Le contexte politique actuel	Abdelmajid Tebboune, Premier ministre de Bouteflika en 2017, est en fonction en tant que président depuis décembre 2019. Depuis lors, les perspectives de stabilité gouvernementale en Algérie se sont améliorées, à la suite de manifestations hebdomadaires à l'échelle nationale exigeant des réformes substantielles du système politique. Le mouvement de protestation Hirak, principale force d'opposition depuis une décennie, a été efficacement neutralisé par trois vagues de la pandémie de COVID-19. De plus, le gouvernement du président Abdelmadjid Tebboune a mis en œuvre des politiques populaires, contribuant à la revitalisation économique, soutenue davantage par un cycle favorable des matières premières. La diplomatie économique algérienne a obtenu divers succès ces dernières années, notamment en ce qui concerne les exportations d'hydrocarbures du pays vers l'Europe. Néanmoins, en 2023, la candidature du pays nord-africain pour rejoindre les BRICS a été rejetée : l'Algérie n'a pas été incluse dans la liste initiale des cinq pays candidats pour une intégration future dans les BRICS, malgré le soutien de la Russie. Parmi les raisons du refus figuraient le manque d'industrialisation, l'absence de diversification économique ou de projets étatiques concrets visant à revitaliser le tissu industriel ; l'absence d'un système bancaire adapté à la mission de croissance économique et un système fiscal dépassé. De plus, l'Algérie a été identifiée comme un pays vulnérable en raison de sa distance par rapport aux nations engagées dans la transition énergétique.
Les principaux partis politiques	Suite à la libéralisation de la loi électorale en 1997, des dizaines de partis politiques ont fait leur entrée dans la sphère parlementaire. Cependant, la plupart du pouvoir politique est concentrée au sein du Front de Libération Nationale (FLN) soutenu par le Président. <ul style="list-style-type: none"> - Front de Libération Nationale (FLN) : de gauche, sécurise environ la moitié des sièges parlementaires ; auparavant le seul parti légalement autorisé. - Rassemblement National pour la Démocratie (RND) : centriste, libéral ; initialement créé par l'armée comme parti alternatif, mais reste étroitement aligné sur le FLN. - Front de l'Avenir (FM) : centriste, nationaliste. - Mouvement de la Construction Nationale (Binaa) : démocratie islamique, nationalisme algérien. <p>Les principaux partis d'opposition comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) : islamisme sunnite, démocratie islamique, aligné sur la Fraternité Musulmane internationale. - Parti de la Voix du Peuple (PVP) : dirigé par Lamine Osmanie, ancien membre du Front National Algérien. - Front pour la Justice et le Développement (FJD) : de droite, inspiré par le Parti de la Justice et du Développement turc (AKP).
La nature de l'Etat	L'Algérie est une démocratie représentative constitutionnelle. Elle repose sur un régime semi-présidentiel multipartite.
Le pouvoir exécutif	Le Président de la République est le chef de l'État. Il est élu directement au suffrage universel direct à la majorité absolue en deux tours si nécessaire pour un mandat de 5 ans (renouvelable une fois). Il nomme le Premier ministre après consultation avec le parti majoritaire au Parlement et le gouvernement sur la suggestion du Premier ministre. Le Premier ministre fixe le montant des dépenses et des recettes de l'État et prépare certains projets de loi.
Le pouvoir législatif	Le Parlement est bicaméral et composé du Conseil de la Nation (Majlis al-Umma) et de l'Assemblée Populaire Nationale (al-Majlis al-Sha'abi al-Watani). Le Conseil (chambre haute)

compte 174 sièges, dont 96 membres sont élus indirectement au scrutin secret (2/3) et 58 sont nommés par le Président de la République (1/3). Ses membres ont un mandat de six ans, avec renouvellement de la moitié de l'effectif tous les 3 ans. L'Assemblée (chambre basse) compte 407 membres directement élus par la population pour des mandats de 5 ans, dont 8 sont élus parmi les Algériens résidant à l'étranger.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

≡ Définition

Rang mondial : 146/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

≡ Définition

Classement : Non libre

Liberté politique : 6/7

Libertés individuelles : 5/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)

Source : Liberté dans le monde, Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/algeria-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html">dedicated page on the KPMG website. For updates on the key economic policy responses to the COVID-19 outbreak (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the Algerian government, please consult the country's dedicated section in the IMF's Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.

Dernières mises à jour en Mars 2024